

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/IG/W/27
29 septembre 2000

(00-3961)

Comité des pratiques antidumping
Groupe informel de l'anticonournement

Original: anglais

THÈME 2 – QUE FONT LES MEMBRES QUI SONT CONFRONTÉS À CE QU'ILS CONSIDÈRENT ÊTRE UN CONTOURNEMENT?

Questions complémentaires posées par ISRAËL au sujet de la communication des ÉTATS-UNIS sur le contournement¹

La Mission permanente d'Israël a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 septembre 2000.

Israël souhaite revenir sur la communication présentée par les États-Unis (G/ADP/IG/W/22) afin de clarifier la remarque faite dans la note de bas de page 3, page 3, de ladite communication, au sujet de la distinction entre une enquête relative au champ d'application d'une ordonnance antidumping et la question de l'anticonournement:

1. Comment, concrètement, les fonctionnaires du Département du commerce déterminent-ils les cas qui seront traités en tant que questions relatives au champ d'application et non en tant que questions relatives à l'anticonournement? Existe-t-il des critères écrits permettant de faire la distinction entre ces deux questions?
2. Les États-Unis pourraient-ils donner des exemples concrets de questions relatives au champ d'application par opposition aux questions relatives à l'anticonournement?
3. Arrive-t-il souvent que des questions concernant le dommage se posent dans les enquêtes relatives au champ d'application? La Commission présente-t-elle souvent des avis par écrit au Secrétaire du Département du commerce dans ces enquêtes?

¹ G/ADP/IG/W/22.